

## **Arrangement administratif sur la coopération**

**entre**

**la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin**

**et**

**le Ministère de l'Infrastructure de la République de Pologne**

### **concernant les certificats de conduite**

La Commission Centrale pour la Navigation du Rhin (« la CCNR ») et le Ministère de l'Infrastructure de la République de Pologne,

Soucieux de simplifier les obligations des professionnels et de faciliter la libre circulation des équipages,

S'inscrivant ce faisant dans la volonté d' « accélérer la coopération paneuropéenne en vue d'une libéralisation et d'un renforcement du transport fluvial », exprimée lors des Conférences Paneuropéennes de Rotterdam (2001) et de Bucarest (2006),

Constatant que la reconnaissance mutuelle des certificats de conduite doit s'accompagner de mécanismes de coopération administrative entre les autorités rhénanes et les autorités polonaises, pour notamment garantir l'équivalence dans le temps des certificats concernés, développer des pratiques communes et mettre en place des systèmes fiables d'échange d'information,

Sont convenues de ce qui suit :

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### **Reconnaissance mutuelle**

La CCNR a décidé par voie de résolution de reconnaître la validité sur le Rhin des certificats de conduite polonais de catégorie A et de catégorie B à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011 sous réserve du respect des dispositions de l'article 8(1), dès lors que les conditions complémentaires suivantes sont remplies :

- Le titulaire doit présenter une attestation de connaissances de secteur conforme à l'annexe D3 du Règlement relatif au personnel de la navigation sur le Rhin pour naviguer sur le secteur compris entre Iffezheim et le Bac de Spijk ;
- Le titulaire âgé de 50 ans révolus doit présenter une attestation relative à son aptitude physique et psychique conforme à l'annexe B3 du Règlement relatif au personnel de la navigation sur le Rhin et qui doit être renouvelée selon les modalités prévues par ledit règlement.

Les autorités polonaises compétentes reconnaissent la validité de la Grande Patente sur l'ensemble des voies d'eau polonaises, sans condition complémentaire.

## Article 2

### Autorités compétentes

1. Les autorités habilitées à délivrer la Grande Patente et l'attestation de connaissances de secteur pour naviguer sur le secteur compris entre Iffezheim et le bac de Spijk sont :

Etat	Autorité de délivrance
B	S.P.F. Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56, City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles
CH	Direction ports rhénans suisses, Postfach, CH-4019 Bâle
D	Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz
F	Service de la Navigation de Strasbourg 14 rue du Maréchal Juin, F-67084 Strasbourg
NL	CCV, afdeling binnenvaart Postbus 1970 2280 DZ Rijswijk

2. Les autorités polonaises compétentes pour délivrer les certificats de conduite polonais des catégories A et B sont :

Nom	Adresse	Coordonnées
Inland Navigation Office in Bydgoszcz Urząd Zeglugi Śródlądowej w Bydgoszczy	ul. Konarskiego 1/3 85-066 Bydgoszcz urząd@bydgoszcz.uzs.gov.pl	Tel. +48 52 322-02-73, Fax +48 52 322-68-84
Inland Navigation Office in Gdansk Urząd Zeglugi Śródlądowej w Gdańsku	ul. Toruńska 8/4 80-841 Gdańsk urząd@gda.uzs.gov.pl	Tel. +48 58 301-84-14 Fax +48 58 301-84-14
Inland Navigation Office in Giżycko Urząd Zeglugi Śródlądowej w Giżycku	ul. Łuczańska 5 11-500 Giżycko urząd@giz.uzs.gov.pl	Tel. +48 87 428-56-51 Fax +48 87 428-56-51
Inland Navigation Office in Kedzierzyn-Kozle Urząd Zeglugi Śródlądowej w Kędzierzynie-Koźlu	ul. Chelmońskiego 1 47-205 Kędzierzyn-Koźle urząd@k-k.uzs.gov.pl	Tel. +48 77 472-23-60 Fax +48 77 472-23-61
Inland Navigation Office in Krakow Urząd Zeglugi Śródlądowej w Krakowie	ul. Skawińska 31/3 31-066 Kraków urząd@kr.uzs.gov.pl	Tel. +48 12 430-53-97 Fax +48 12 430-53-97
Inland Navigation Office in Szczecin Urząd Zeglugi Śródlądowej w Szczecinie	Plac Batorego 4 70-207 Szczecin urząd@szn.uzs.gov.pl	Tel. +48 91 434-02-79 Fax +48 91 434-01-29
Inland Navigation Office in Warszawa Urząd Zeglugi Śródlądowej w Warszawie	ul. Dubois 9 00-182 Warszawa urząd@waw.uzs.gov.pl	Tel. +48 22 635-93-30 Fax +48 22 635-93-30
Inland Navigation Office in Wroclaw Urząd Zeglugi Śródlądowej we Wrocławiu	ul. Kleczkowska 52 50-227 Wrocław urząd@wroc.uzs.gov.pl	Tel. +48 71 329-18-93 Fax +48 71 329-18-93

3. Les parties s'informent sans délai de toute modification de la liste des autorités compétentes, conformément à l'article 6 du présent arrangement.
4. Les parties, constatant l'équivalence des conditions de renouvellement des patentes de batelier rhénane et polonaises lorsque le titulaire atteint l'âge de 50 ans, conviennent que l'attestation relative à l'aptitude physique et psychique conforme à l'annexe B3 du Règlement relatif au personnel de la navigation sur le Rhin peut être délivrée indifféremment par une autorité rhénane ou par une autorité polonaise.

### Article 3

#### Réunions communes

Une réunion commune est organisée en tant que de besoin avec les experts des Etats membres de la CCNR et de la République de Pologne. Cette réunion pourra aussi être ouverte aux experts des Etats dont les certificats de conduite sont reconnus sur le Rhin, de même qu'aux experts des Etats et organisations internationales bénéficiant du statut d'observateur à la CCNR. Le Secrétariat de la CCNR fournira l'aide logistique nécessaire à l'organisation de ces réunions.

La réunion commune a notamment pour objectifs :

- de contribuer à ce que les évolutions et adaptations réglementaires, qui seront nécessaires à l'avenir, soient concordantes dans les différentes réglementations ;
- de discuter des difficultés d'application de l'arrangement rencontrées, des infractions constatées et des réponses souhaitables à y apporter ;
- de coordonner les mécanismes de contrôle entre les Etats ;
- de comparer les modalités d'examen des connaissances professionnelles appliquées dans les différents Etats ;
- de contribuer à l'uniformisation des attestations.

#### **Article 4**

##### **Réunion commune des commissions d'examen**

Une réunion commune des commissions d'examen rhénanes et polonaises sera organisée régulièrement, afin d'échanger les expériences et les éventuelles difficultés d'application rencontrées et de rapprocher les pratiques desdites commissions. Cette réunion pourra aussi être ouverte aux commissions d'examen des Etats dont les certificats de conduite sont reconnus sur le Rhin, ainsi qu'aux commissions d'examen des Etats observateurs à la CCNR.

#### **Article 5**

##### **Transmission des informations relatives aux décisions de retrait, de suspension et d'interdiction de naviguer**

Les autorités compétentes rhénanes et polonaises s'informent mutuellement et sans délai de toute décision de retrait ou de suspension de certificat, ou de toute mesure d'interdiction de naviguer prononcée. Les informations seront dans un premier temps transmises par l'intermédiaire du Secrétariat de la CCNR. Elles pourront à terme être transmises par voie électronique.

#### **Article 6**

##### **Devoir d'information et de concertation en cas d'amendement à la réglementation**

Les parties s'informent mutuellement, dès que possible et indépendamment des réunions communes, des modifications et développements qui sont envisagés pour leur réglementation. Elles se concertent avant de procéder à leur adoption, afin d'éviter qu'une modification remette en cause l'équivalence des deux réglementations. En cas de modification, elles transmettent sans délai la réglementation amendée, en précisant sa date d'entrée en vigueur.

## Article 7

### Fin de la reconnaissance mutuelle

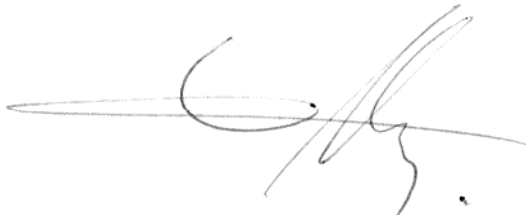
1. Si, suite à une modification réglementaire, l'une des parties estime que les conditions d'obtention des certificats de conduite ne sont plus équivalentes, les parties se rencontrent afin de trouver une solution négociée pour maintenir la reconnaissance mutuelle des certificats concernés.
2. Si, au terme de la négociation, l'une des parties reste convaincue que les réglementations ne sont plus équivalentes, la décision de reconnaissance mutuelle des certificats concernés pourra être abrogée. Cette décision prendra effet douze mois après sa notification à l'autre partie.

## Article 8

### Dispositions finales

1. Le présent arrangement entrera en vigueur au 1er juillet 2011.
2. Chacune des parties contractantes peut dénoncer le présent arrangement par notification écrite adressée à l'autre partie contractante. La dénonciation prendra effet douze mois après réception de la notification par l'autre partie.
3. Le présent arrangement ne constitue pas un traité ou accord international engageant la responsabilité internationale de la République de Pologne en tant qu'Etat ou de la CCNR comme organisation internationale.
4. Une version originale de l'arrangement, dont les textes français, allemand, néerlandais et polonais font également foi, est déposée auprès du Secrétaire général de la CCNR et auprès du Ministère de l'Infrastructure de la République de Pologne.

Strasbourg, le 8 décembre 2010



Jean-Marie WOEHLING  
Secrétaire Général  
Commission Centrale pour la Navigation du  
Rhin



Marek CHMIELEWSKI  
Directeur adjoint  
Unité de sécurité de la navigation  
Ministère de l'Infrastructure  
de la République de Pologne

**Verwaltungsvereinbarung für die Zusammenarbeit**  
**zwischen**  
**der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt**  
**und**  
**dem Ministerium für Infrastruktur der Republik Polen**  
**im Bereich der Schiffsführerzeugnisse**

Die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt („die ZKR“) und das Ministerium für Infrastruktur der Republik Polen treffen

in dem Bestreben, die Verpflichtungen der Gewerbetreibenden in der Binnenschifffahrt zu vereinfachen und die Freizügigkeit der Besatzungsmitglieder zu erleichtern,

nach Maßgabe des auf den gesamteuropäischen Konferenzen in Rotterdam (2001) und Bukarest (2006) bekundeten Willens zum „Vorbringen der gesamteuropäischen Kooperation für ein freies und starkes Transportwesen auf den Binnenwasserstraßen“,

in der Feststellung, dass die gegenseitige Anerkennung der Schiffsführerzeugnisse an Mechanismen der Zusammenarbeit zwischen den Rheinschifffahrtsbehörden und den polnischen Behörden zu koppeln ist, insbesondere um mittelfristig die Gleichwertigkeit der betreffenden Zeugnisse zu gewährleisten, gemeinsame Praktiken zu entwickeln und zuverlässige Systeme für den Informationsaustausch einzurichten,

folgende Vereinbarung:

**Artikel 1**

**Gegenseitige Anerkennung**

Die ZKR hat entschieden, durch Beschlussfassung polnische Schiffsführerzeugnisse der Kategorien A und B auf dem Rhein vorbehaltlich der Einhaltung der Bestimmungen des Artikels 8(1) als gültig ab dem 1. Juli 2011 anzuerkennen, sofern zusätzlich folgende Voraussetzungen erfüllt sind:

- Für die Fahrt auf dem Abschnitt zwischen Iffezheim und der Spyck'schen Fähre vom Inhaber ein Streckenzeugnis nach Anlage D3 der Verordnung über das Schiffspersonal auf dem Rhein vorzulegen;
- der Inhaber muss bei Vollendung des 50. Lebensjahres einen Bescheid zu seiner Tauglichkeit gemäß dem Muster B3 der Verordnung über das Schiffspersonal auf dem Rhein vorlegen, der nach Maßgabe der genannten Verordnung zu erneuern ist.

Die zuständigen polnischen Behörden erkennen das Große Patent auf allen polnischen Wasserstraßen ohne zusätzliche Voraussetzungen an.

## Artikel 2

### Zuständige Behörden

2. Folgende Behörden sind befugt, das Große Patent und das Streckenzeugnis für die Fahrt auf der Strecke zwischen Iffezheim und der Spyck'schen Fähre auszustellen:

Staat	Ausstellende Behörde
B	S.P.F. Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56, City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Brüssel
CH	Schweizerische Rheinhäfen Direktion, Postfach, CH-4019 Basel
D	Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrtsgesellschaft Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz
F	Service de la Navigation de Strasbourg 14 rue du Maréchal Juin, F-67084 Straßburg
NL	CCV, afdeling binnenvaart Postbus 1970 2280 DZ Rijswijk

2. Die zur Ausstellung der polnischen Schiffsführerzeugnisse der Kategorien A und B befugten polnischen Behörden sind:

<b>Name</b>	<b>Adresse</b>	<b>Kontaktdaten</b>
Inland Navigation Office in Bydgoszcz Urząd Zeglugi Śródlądowej w Bydgoszczy	ul. Konarskiego 1/3 85-066 Bydgoszcz urząd@bydgoszcz.uzs.gov.pl	Tel. +48 52 322-02-73, Fax +48 52 322-68-84
Inland Navigation Office in Gdansk Urząd Zeglugi Śródlądowej w Gdańsku	ul. Toruńska 8/4 80-841 Gdańsk urząd@gda.uzs.gov.pl	Tel. +48 58 301-84-14 Fax +48 58 301-84-14
Inland Navigation Office in Giżycko Urząd Zeglugi Śródlądowej w Giżycku	ul. Łuczańska 5 11-500 Giżycko urząd@giz.uzs.gov.pl	Tel. +48 87 428-56-51 Fax +48 87 428-56-51
Inland Navigation Office in Kędzierzyn-Koźle Urząd Zeglugi Śródlądowej w Kędzierzynie-Koźlu	ul. Chelmońskiego 1 47-205 Kędzierzyn-Koźle urząd@k-k.uzs.gov.pl	Tel. +48 77 472-23-60 Fax +48 77 472-23-61
Inland Navigation Office in Krakow Urząd Zeglugi Śródlądowej w Krakowie	ul. Skawińska 31/3 31-066 Kraków urząd@kr.uzs.gov.pl	Tel. +48 12 430-53-97 Fax +48 12 430-53-97
Inland Navigation Office in Szczecin Urząd Zeglugi Śródlądowej w Szczecinie	Plac Batorego 4 70-207 Szczecin urząd@szn.uzs.gov.pl	Tel. +48 91 434-02-79 Fax +48 91 434-01-29
Inland Navigation Office in Warszawa Urząd Zeglugi Śródlądowej w Warszawie	ul. Dubois 9 00-182 Warszawa urząd@waw.uzs.gov.pl	Tel. +48 22 635-93-30 Fax +48 22 635-93-30
Inland Navigation Office in Wrocław Urząd Zeglugi Śródlądowej we Wrocławiu	ul. Kleczkowska 52 50-227 Wrocław urząd@wroc.uzs.gov.pl	Tel. +48 71 329-18-93 Fax +48 71 329-18-93

3. Die Parteien informieren einander nach Artikel 6 der vorliegenden Vereinbarung unverzüglich von etwaigen Änderungen am Verzeichnis der zuständigen Behörden.
4. Die Parteien beschließen, nachdem sie festgestellt haben, dass die Voraussetzungen für die Erneuerung der Schifferpatente in der Republik Polen und in der Rheinschifffahrt für Inhaber, die das 50. Lebensjahr vollendet haben, gleichwertig sind, dass der Bescheid zur Tauglichkeit nach Anlage B3 der Verordnung über das Schiffspersonal auf dem Rhein gleichermaßen von einer Rheinschifffahrtsbehörde oder einer polnischen Behörde ausgestellt werden kann.

### **Artikel 3**

#### **Gemeinsame Sitzungen**

Es sind, soweit erforderlich, gemeinsame Sitzungen der Experten der Mitgliedstaaten der ZKR und der Republik Polen abzuhalten. An den gemeinsamen Sitzungen können auch Experten von Staaten, deren Schiffsführerzeugnisse auf dem Rhein als gültig anerkannt werden, sowie Experten von Staaten und internationalen Organisationen, die bei der ZKR als Beobachter zugelassen sind, teilnehmen. Das Sekretariat der ZKR bietet die logistische Unterstützung, die für die Organisation der gemeinsamen Sitzungen erforderlich ist.



Mit den gemeinsamen Sitzungen werden insbesondere folgende Ziele verfolgt:

- Beitrag zur übereinstimmenden Gestaltung der verschiedenen geltenden Vorschriften im Zuge künftig erforderlicher Entwicklungen und Anpassungen der Bestimmungen;
- Erörterung von Schwierigkeiten bei der Umsetzung dieser Vereinbarung, von Verstößen und von wünschenswerten Abhilfemaßnahmen;
- Koordination der Überprüfungsmechanismen zwischen den Staaten;
- Vergleich der Modalitäten bei der Prüfung der beruflichen Kenntnisse in den verschiedenen Staaten;
- Beitrag zur Vereinheitlichung der Zeugnisse.

#### **Artikel 4**

##### **Gemeinsame Sitzung der Prüfungskommissionen**

Es sind regelmäßig gemeinsame Sitzungen der für die Rheinschifffahrt und für die Binnenschifffahrt in der Republik Polen zuständigen Prüfungskommissionen abzuhalten, auf denen Erfahrungen ausgetauscht, etwaige Schwierigkeiten bei der Umsetzung erörtert und die Praktiken der Prüfungskommissionen einander angenähert werden sollen. Zu diesen Sitzungen können auch die Prüfungskommissionen der Staaten, deren Schiffsführerzeugnisse auf dem Rhein anerkannt werden, sowie die Prüfungskommissionen der Beobachterstaaten bei der ZKR Staaten zugelassen werden.

#### **Artikel 5**

##### **Übermittlung von Informationen über Anordnungen betreffend den Entzug und die Aussetzung von Zeugnissen sowie Fahrverbote**

Die zuständigen rheinischen und polnischen Behörden informieren einander unverzüglich von Anordnungen betreffend den Entzug oder die Aussetzung von Zeugnissen bzw. der Erteilung von Fahrverboten. Die Übermittlung dieser Informationen erfolgt zunächst über das ZKR-Sekretariat. Sie ist längerfristig auf elektronischem Wege denkbar.

#### **Artikel 6**

##### **Informations- und Abstimmungspflicht im Falle von Änderungen der jeweils geltenden Vorschriften**

Die Parteien informieren sich gegenseitig sobald als möglich und unabhängig von gemeinsamen Sitzungen über Änderungen und Entwicklungen, die in Bezug auf die bei ihnen geltenden Vorschriften geplant sind. Bevor Änderungen zur Beschlussfassung kommen, stimmen sich die Parteien untereinander ab, um zu vermeiden, dass durch eine Änderung die Gleichwertigkeit der jeweils für die Parteien geltenden Vorschriften in Frage gestellt wird. Sofern eine Vorschrift geändert wird, sind die betreffenden Bestimmungen in der geänderten Fassung unter Angabe des Datums ihres Inkrafttretens unverzüglich an die anderen Parteien zu übermitteln.

## Artikel 7

### Ende der gegenseitigen Anerkennung

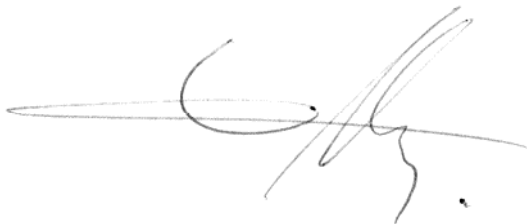
1. Sofern im Nachgang zu einer Änderung der Vorschriften eine der Parteien zu der Auffassung gelangt, dass in Bezug auf den Erwerb von Schiffsführerzeugnissen die Gleichwertigkeit der Voraussetzungen nicht mehr gegeben ist, treffen sich die Parteien, um über eine Lösung zu verhandeln, mit deren Hilfe sich die gegenseitige Anerkennung der betreffenden Zeugnisse aufrecht erhalten lässt.
2. Wenn nach Abschluss der Verhandlungen eine der Parteien nach wie vor der Überzeugung ist, dass die Vorschriften nicht mehr gleichwertig sind, kann der Beschluss über die gegenseitige Anerkennung der betreffenden Zeugnisse außer Kraft gesetzt werden. Der betreffende Beschluss tritt zwölf Monate nach Zustellung an die andere Partei in Kraft.

## Artikel 8

### Schlussbestimmungen

4. Die Vereinbarung tritt am 1. Juli 2011 in Kraft.
5. Jede der Vertragsparteien kann diese Vereinbarung durch Zustellung an die andere Partei kündigen. Die Kündigung wird zwölf Monate nach Erhalt der Zustellung durch die andere Partei wirksam.
6. Diese Vereinbarung ist kein internationaler Vertrag oder internationales Abkommen und begründet daher für die Republik Polen als Staat und für die ZKR als internationale Organisation keine internationalen Verpflichtungen.
4. Eine Urschrift der Vereinbarung, deren französischer, deutscher, niederländischer und polnischer Wortlaut gleichermaßen verbindlich sind, wird beim Generalsekretär der ZKR und beim Ministerium für Infrastruktur der Republik Polen hinterlegt.

Straßburg, den 8. Dezember 2010



Jean-Marie WOEHLING  
Generalsekretär  
Zentralkommission für die Rheinschifffahrt



Marek CHMIELEWSKI  
Stellvertretender Direktor  
Abteilung für Schifffahrtssicherheit  
Ministerium für Infrastruktur  
der Republik Polen

# **Administratieve overeenstemming over de samenwerking**

**tussen**

**de Centrale Commissie voor de Rijnvaart**

**en**

**het Ministerie van Infrastructuur van de Republiek Polen**

**inzake vaarbewijzen**

De Centrale Commissie voor de Rijnvaart ("CCR") en het Ministerie van Infrastructuur van de Republiek Polen,

strevend naar een vereenvoudiging van de verplichtingen van het bedrijfsleven en een vergemakkelijking van het vrije verkeer van de bemanningsleden,

in aansluiting op de bij de Pan-Europese Conferenties van Rotterdam (2001) en van Boekarest (2006) geuite wens, de Pan-Europese samenwerking voor een vrijere en sterkere binnenvaart te bevorderen,

vaststellend dat de wederzijdse erkenning van vaarbewijzen aan samenwerkingsmechanismen tussen de Rijnvaartautoriteiten en de Poolse autoriteiten gekoppeld moet worden, in het bijzonder om op termijn de gelijkwaardigheid van de bewijzen te waarborgen, gemeenschappelijke praktijken te ontwikkelen en betrouwbare systemen voor de informatie-uitwisseling tot stand te brengen,

komen het volgende overeen:

## **Artikel 1**

### **Wederzijdse erkenning**

De CCR heeft een besluit aangenomen waarin bepaald is dat de Poolse vaarbewijzen type A en B, onder voorbehoud van de naleving van artikel 8, eerste lid, vanaf 1 juli 2011 op de Rijn als geldig worden erkend, indien aan de volgende aanvullende voorwaarden is voldaan:

- de houder dient voor de vaart op het riviergedeelte tussen Iffezheim en het Spijsche Veer een bewijs voor riviergedeelten conform bijlage D3 van het Reglement betreffende het Scheepvaartpersoneel op de Rijn over te leggen,
- de houder moet vanaf het bereiken van de leeftijd van 50 jaar een bewijs van lichamelijke en geestelijke geschiktheid conform bijlage B3 van het Reglement betreffende het Scheepvaartpersoneel op de Rijn overleggen, dat volgens de door dat reglement voorgeschreven modaliteiten moet worden verlengd.

De geldigheid van het Grote Patent wordt door de bevoegde Poolse autoriteiten op alle Poolse waterwegen zonder aanvullende voorwaarden erkend.

## Artikel 2

### Bevoegde autoriteiten

1. De volgende autoriteiten zijn bevoegd het Grote Patent en het bewijs voor riviergedeelten om te kunnen varen tussen Iffezheim en het Spijksche Veer af te geven:

Land	Afgevende autoriteit
B	S.P.F. Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobilité en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56/City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Brussel
CH	Schweizerische Rheinhäfen Direktion, Postfach, CH-4019 Basel
D	Wasser- und Schifffahrtsdirektion West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrtsdirektion Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrtsdirektion Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz
F	Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, 67084 Strasbourg
NL	CCV, afdeling binnenvaart Postbus 1970 2280 DZ Rijswijk

2. De bevoegde Poolse autoriteiten voor de afgifte van de Poolse vaarbewijzen type A en B zijn :

Naam	Adres	Contactgegevens
Inland Navigation Office in Bydgoszcz Urząd Zeglugi Śródlądowej w Bydgoszczy	ul. Konarskiego 1/3 85-066 Bydgoszcz urząd@bydg.uzs.gov.pl	Tel. +48 52 322-02-73, Fax +48 52 322-68-84
Inland Navigation Office in Gdansk Urząd Zeglugi Śródlądowej w Gdańsku	ul. Toruńska 8/4 80-841 Gdańsk urząd@gda.uzs.gov.pl	Tel. +48 58 301-84-14 Fax +48 58 301-84-14
Inland Navigation Office in Gizycko Urząd Zeglugi Śródlądowej w Giżycku	ul. Łuczańska 5 11-500 Giżycko urząd@giz.uzs.gov.pl	Tel. +48 87 428-56-51 Fax +48 87 428-56-51
Inland Navigation Office in Kedzierzyn- Kozle Urząd Zeglugi Śródlądowej w Kędzierzynie-Koźlu	ul. Chełmońskiego 1 47-205 Kędzierzyn-Koźle urząd@k-k.uzs.gov.pl	Tel. +48 77 472-23-60 Fax +48 77 472-23-61
Inland Navigation Office in Krakow Urząd Zeglugi Śródlądowej w Krakowie	ul. Skawińska 31/3 31-066 Kraków urząd@kr.uzs.gov.pl	Tel. +48 12 430-53-97 Fax +48 12 430-53-97
Inland Navigation Office in Szczecin Urząd Zeglugi Śródlądowej w Szczecinie	Plac Batorego 4 70-207 Szczecin urząd@szn.uzs.gov.pl	Tel. +48 91 434-02-79 Fax +48 91 434-01-29
Inland Navigation Office in Warszawa Urząd Zeglugi Śródlądowej w Warszawie	ul. Dubois 9 00-182 Warszawa urząd@waw.uzs.gov.pl	Tel. +48 22 635-93-30 Fax +48 22 635-93-30
Inland Navigation Office in Wroclaw Urząd Zeglugi Śródlądowej we Wrocławiu	ul. Kleczkowska 52 50-227 Wrocław urząd@wroc.uzs.gov.pl	Tel. +48 71 329-18-93 Fax +48 71 329-18-93

3. De partijen informeren elkaar krachtens artikel 6 van deze overeenstemming onverwijld over elke wijziging in de lijst van bevoegde autoriteiten.
4. De partijen hebben vastgesteld dat de voorwaarden voor de verlenging van de Poolse vaarbewijzen en die voor de Rijn als de houder de leeftijd van 50 jaar bereikt, gelijkwaardig zijn en komen derhalve overeen dat het bewijs van lichamelijke en geestelijke geschiktheid overeenkomstig bijlage B3 van het Reglement betreffende het Scheepvaartpersoneel op de Rijn zowel door een Rijnautoriteit als door een Poolse autoriteit kan worden afgegeven.

### Artikel 3

#### Gemeenschappelijke bijeenkomsten

Er worden, indien noodzakelijk, gemeenschappelijke bijeenkomsten met de deskundigen van de CCR-lidstaten en de Poolse Republiek georganiseerd. Aan deze bijeenkomsten kunnen ook deskundigen van de landen waarvan de vaarbewijzen op de Rijn als geldig zijn erkend, evenals deskundigen van landen en internationale organisaties die de status van waarnemer bij de CCR hebben, deelnemen. Het CCR-secretariaat biedt de logistieke ondersteuning die voor de organisatie van de gemeenschappelijke bijeenkomsten nodig is.

Met de gezamenlijke bijeenkomsten wordt in het bijzonder het volgende beoogd:

- ertoe bijdragen dat de toekomstige ontwikkelingen en noodzakelijke reglementaire aanpassingen in de verschillende regelgevingen uniform plaatsvinden;
- overleg plegen over problemen bij de toepassing van de overeenstemming, bij overtredingen en over mogelijke oplossingen;
- de controlemechanismen tussen de landen te coördineren;
- de examenmodaliteiten van de beroepskennis in de verschillende landen te vergelijken;
- bij te dragen aan de uniformering van de bewijzen.

#### **Artikel 4**

##### **Gemeenschappelijke bijeenkomst van de examencommissies**

Er worden regelmatig gemeenschappelijke bijeenkomsten van de voor de Rijnvaart en voor de binnenvaart in Polen bevoegde examencommissies georganiseerd, teneinde ervaringen uit te wisselen, eventuele toepassingsmoeilijkheden te bespreken en de praktijken van de examencommissies nader af te stemmen. Aan deze bijeenkomsten kunnen ook examencommissies van de landen, waarvan de vaarbewijzen op de Rijn erkend zijn, evenals examencommissies van landen met een waarnemersstatus bij de CCR, deelnemen.

#### **Artikel 5**

##### **Informatieverstrekking over intrekking en opschorting van bewijzen en over vaarverboden**

De bevoegde Rijnvaartautoriteiten en voor de scheepvaart bevoegde Poolse autoriteit informeren elkaar onverwijld over de intrekking of opschortingen van bewijzen of over een vaarverbod. In eerste instantie zal deze informatie door het secretariaat van de CCR worden doorgegeven. Deze informatie zal met verloop van tijd elektronisch kunnen worden medegedeeld.

#### **Artikel 6**

##### **Informatie- en afstemmingsplicht in geval van wijziging van de regelgeving**

De partijen informeren elkaar zo snel mogelijk en onafhankelijk van de gemeenschappelijke bijeenkomsten over wijzigingen en ontwikkelingen die hun regelgevingen betreffen. Alvorens over te gaan tot een besluit, vindt er een onderlinge afstemming tussen de partijen plaats om te vermijden dat een wijziging de gelijkwaardigheid van beide regelgevingen in het geding zou brengen. In voorkomend geval brengen de partijen onverwijld de gewijzigde regelgeving ter kennis, met vermelding van de datum van inwerkingtreding.

## Artikel 7

### Einde van de wederzijdse erkenning

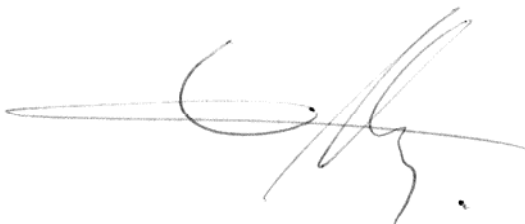
1. Wanneer, ten gevolge van een wijziging van een voorschrift één van de partijen van mening is dat de voorwaarden voor het verkrijgen van vaarbewijzen niet meer gelijkwaardig zijn, kunnen de partijen bijeenkomen teneinde in overleg een oplossing te zoeken, zodat de wederzijdse erkenning van de betrokken bewijzen kan worden behouden.
2. Mocht na het overleg één van de partijen nog steeds van mening zijn dat de reglementen niet meer gelijkwaardig zijn, kan het besluit ter wederzijdse erkenning van de betrokken bewijzen worden opgeheven. Dat besluit wordt twaalf maanden nadat de andere partij daarvan in kennis is gebracht, van kracht.

## Artikel 8

### Slotbepalingen

1. Deze overeenstemming treedt op 1 juli 2011 in werking.
2. Elk van de overeenkomstsluitende partijen kan deze overeenstemming door een schriftelijke kennisgeving aan de andere overeenkomstsluitende partij opzeggen. De opzegging wordt twaalf maanden na ontvangst van de kennisgeving door de andere partij van kracht.
3. Deze overeenstemming is geen internationaal verdrag of internationale overeenkomst die voor de Republiek Polen als staat of voor de CCR als internationale organisatie internationale aansprakelijkheid met zich meebrengt.
4. Een originele versie van de overeenstemming, waarvan de Duitse, Franse, Nederlandse en Poolse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt bij de Secretaris-Generaal van de CCR en bij het Ministerie van Infrastructuur van de Republiek Polen neergelegd.

Gedaan te Straatsburg op 8 december 2010



Jean-Marie WOEHRLING  
Secretaris-Generaal  
Centrale Commissie voor de Rijnvaart



Marek CHMIELEWSKI  
Adjunct-directeur  
Dienst Scheepvaartveiligheid  
Ministerie van Infrastructuur  
van de Republiek Polen

**Porozumienie administracyjne**  
**o współpracy między**  
**Centralną Komisją Żeglugi na Renie**

i

**Ministerstwem Infrastruktury Rzeczypospolitej Polskiej**  
**w zakresie dokumentów kierowników statków**

Centralna Komisja Żeglugi na Renie (zwana dalej „CKŻR”) oraz Ministerstwo Infrastruktury Rzeczypospolitej Polskiej

dążąc do uproszczenia obowiązków nałożonych na osoby wykonujące swój zawód w sektorze żeglugi śródlądowej oraz do ułatwienia swobodnego przepływu członków załóg statków,

stosownie do konkluzji wyrażonych podczas Paneuropejskiej Konferencji w Rotterdamie (2001) oraz w Bukareszcie (2006) pt. „Zintensyfikowanie paneuropejskiej współpracy dla swobodnego i silnego transportu na śródlądowych drogach wodnych”.

stwierdzając, że wzajemne uznawanie patentów kierowników statków powiązane jest z mechanizmem współpracy między organami reńskimi i polskimi, zwłaszcza w celu zagwarantowania w średniookresowej perspektywie równoważności odpowiednich świadectw, rozwoju wspólnych praktyk i procedur oraz stworzenia wiarygodnych systemów wymiany informacji,

zawierają następujące Porozumienie:

**Artykuł 1**

**Wzajemne uznawanie**

CKŻR postanawia uznać w drodze uchwały polskie patenty żeglarskie kapitana żeglugi śródlądowej klasy A i B na Renie z zastrzeżeniem treści Artykułu 8 ust. 1 wprowadzającego termin wejścia życie od dnia 1 lipca 2011 r., wraz z wymogiem spełnienia następujących dodatkowych warunków:

- przedstawienie przez posiadacza patentu zaświadczenia o znajomości odcinka między Iffezheim i Spycck'schen Fähre zgodnie z Załącznikiem D3 rozporządzenia o załogach statków na Renie,
- posiadacz patentu zobowiązany jest wraz z ukończeniem pięćdziesiątego roku życia przedstawić zaświadczenie o spełnieniu wymogów zdrowotnych zgodnie z wzorem B3 rozporządzenia o załogach statków na Renie, które zgodnie z przedmiotowym rozporządzeniem powinno być odnowione.

Właściwe polskie organy uznają Duży Patent (das Große Patent) na wszystkich polskich śródlądowych drogach wodnych bez żadnych dodatkowych zastrzeżeń,



## Artykuł 2

### Właściwe organy

1. Następujące organy uprawnione są do wydawania Dużego Patentu i zaświadczenia o znajomości odcinka między Iffezheim i Spycck'schen Fähre.

Państwo	Organ wystawiający
Belgia	S.P.F. Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56, City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Brüssel
Szwajcaria	Schweizerische Rheinhäfen Direktion, Postfach, CH-4019 Basel
Niemcy	Wasser- und Schifffahrtsdirektion West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrtsdirektion Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrtsdirektion Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz
Francja	Service de la Navigation de Strasbourg 14 rue du Maréchal Juin, F-67084 Straßburg
Holandia	CCV, afdeling binnenvaart Postbus 1970 2280 DZ Rijswijk

2. Do wydawania polskich patentów żeglarskich kapitana żeglugi śródlądowej klasy A i B uprawnione są następujące polskie organy:

Nazwa	Adres	Dane kontaktowe
Inland Navigation Office in Bydgoszcz Urząd Żeglugi Śródlądowej w Bydgoszczy	ul. Konarskiego 1/3 85-066 Bydgoszcz urząd@bydg.uzs.gov.pl	Tel. +48 52 322-02-73, Fax +48 52 322-68-84
Inland Navigation Office in Gdansk Urząd Żeglugi Śródlądowej w Gdańsku	ul. Toruńska 8/4 80-841 Gdańsk urząd@gda.uzs.gov.pl	Tel. +48 58 301-84-14 Fax +48 58 301-84-14
Inland Navigation Office in Gizycko Urząd Żeglugi Śródlądowej w Giżycku	ul. Łuczańska 5 11-500 Giżycko urząd@giz.uzs.gov.pl	Tel. +48 87 428-56-51 Fax +48 87 428-56-51
Inland Navigation Office in Kedzierzyn-Kozle Urząd Żeglugi Śródlądowej w Kędzierzynie-Koźlu	ul. Chelmońskiego 1 47-205 Kędzierzyn-Koźle urząd@k-k.uzs.gov.pl	Tel. +48 77 472-23-60 Fax +48 77 472-23-61
Inland Navigation Office in Krakow Urząd Żeglugi Śródlądowej w Krakowie	ul. Skawińska 31/3 31-066 Kraków urząd@kr.uzs.gov.pl	Tel. +48 12 430-53-97 Fax +48 12 430-53-97
Inland Navigation Office in Szczecin Urząd Żeglugi Śródlądowej w Szczecinie	Plac Batorego 4 70-207 Szczecin urząd@szn.uzs.gov.pl	Tel. +48 91 434-02-79 Fax +48 91 434-01-29
Inland Navigation Office in Warszawa Urząd Żeglugi Śródlądowej w Warszawie	ul. Dubois 9 00-182 Warszawa urząd@waw.uzs.gov.pl	Tel. +48 22 635-93-30 Fax +48 22 635-93-30
Inland Navigation Office in Wroclaw Urząd Żeglugi Śródlądowej we Wrocławiu	ul. Kleczkowska 52 50-227 Wrocław urząd@wroc.uzs.gov.pl	Tel. +48 71 329-18-93 Fax +48 71 329-18-93

3. Strony niezwłocznie informują się wzajemnie zgodnie z Artykułem 6 niniejszego Porozumienia o ewentualnych zmianach w wykazie właściwych organów.
4. Strony uznają, że warunki odnowienia patentów żeglugowych w Rzeczypospolitej Polskiej oraz w żegludze reńskiej dla posiadacza, który ukończył pięćdziesiąty rok życia, są równoważne oraz że zaświadczenie spełniania warunków zdrowotnych, o których mowa w Załączniku B3 rozporządzenia o załogach statków na Renie będzie tak samo wystawiane przez organy żeglugi reńskiej lub organy polskie.

### Artykuł 3

#### Wspólne spotkania

W przypadku konieczności organizowane są wspólne spotkania ekspertów CKŻR i Rzeczypospolitej Polskiej. We wspólnych spotkaniach mogą brać udział także eksperci z krajów, w których patenty kierowników statków są uznawane jako ważne na Renie, jak również eksperci z państw i międzynarodowych organizacji, które posiadają status obserwatora przy CKŻR. Sekretariat CKŻR zapewnia wsparcie wymagane dla potrzeb organizacji wspólnych spotkań.

Celem wspólnych spotkań jest w szczególności:

- dążenie do nadania spójnego kształtu różnych obowiązujących przepisów w procesie ich rozwoju i dostosowywania uregulowań w przyszłości,
- dyskusja i omawianie powstałych problemów lub zaistniałych naruszeń, oraz proponowanych środków zaradczych,
- koordynowanie mechanizmów kontrolnych między państwami,
- porównywanie odmienności przy przeprowadzaniu egzaminów wiedzy zawodowej w różnych państwach,
- dążenie do ujednoczenia certyfikatów.

#### **Artykuł 4**

##### **Wspólne spotkania komisji egzaminacyjnych**

Regularnie zwoływane będą wspólne spotkania właściwych komisji egzaminacyjnych dla żeglugi reńskiej i żeglugi śródlądowej w Polsce, podczas których wymieniane będą doświadczenia, omawiane ewentualne problemy powstałe przy stosowaniu Porozumienia oraz ujednoczane praktyki komisji egzaminacyjnych. W tych posiedzeniach mogą brać również udział komisje egzaminacyjne państw, których patenty kierowników statku uznawane są na Renie, jak również komisje egzaminacyjne państw posiadających status obserwatora przy CKŻR.

#### **Artykuł 5**

##### **Przekazywanie informacji odnośnie zarządzeń dotyczących zatrzymania i zawieszenia ważności świadectw oraz zakazy uprawiania żeglugi**

Właściwe organy reńskie i polskie wymieniają się bezzwłocznie informacjami odnośnie zarządzeń dotyczących zatrzymania lub zawieszenia ważności świadectw, względnie orzekania zakazu uprawiania żeglugi. Przekazywanie tych informacji realizowane jest w pierwszej kolejności za pośrednictwem sekretariatu CKŻR. W dłuższej perspektywie czasowej rozważa się dokonywanie tych czynności drogą elektroniczną.

#### **Artykuł 6**

##### **Obowiązek informowania oraz uzgodnień w przypadku zmian w dotychczas obowiązujących przepisach.**

Strony informują się wzajemnie niezwłocznie i niezależnie o wzajemnych spotkaniach dotyczących zmian i projektów, które planowane są w odniesieniu do obowiązujących przepisów. Przed dokonaniem ostatecznych zmian, Strony będą dokonywać uzgodnień w celu unikania poddania w wątpliwość równoważności obowiązujących w danym wypadku przepisów dla Stron. W przypadku dokonania zmiany przepisów, przekazuje się innym Stronom zmienione wersje jednostronnych zapisów wraz ze wskazaniem daty ich wejścia w życie.

## Artykuł 7

### Zakończenie wzajemnego uznawania

1. Jeżeli w następstwie zmiany przepisów jedna ze Stron uzna, że w odniesieniu do uzyskiwania patentów kierownika statku nie jest już więcej zachowana równowaga wymagań, wówczas Strony spotykają się, aby podjąć negocjacje odnośnie wypracowania rozwiązania, przy pomocy którego możliwe będzie utrzymanie wzajemnego uznania przedmiotowych patentów.
2. Jeżeli po zakończeniu negocjacji jedna ze Stron nadal jest zdania, że przepisy nie są równoważne, może być podjęta decyzja o zaprzestaniu obowiązywania wzajemnego uznawania przedmiotowych patentów. Stosowna decyzja wchodzi w życie 12 miesięcy po przekazaniu jej w formie pisemnej drugiej Stronie Porozumienia.

## Artykuł 8

### Postanowienia końcowe

1. Porozumienie wchodzi w życie w dniu 1 lipca 2011 roku.
2. Każda ze Stron Porozumienia może wypowiedzieć niniejsze Porozumienie w drodze powiadomienia drugiej Strony. Wypowiedzenie wchodzi w życie 12 miesięcy po otrzymaniu powiadomienia przez drugą Stronę.
3. Porozumienie nie tworzy traktatu lub umowy międzynarodowej na podstawie międzynarodowego prawa publicznego i nie ustanawia międzynarodowej odpowiedzialności dla Polski jak i dla CKŻR jako organizacji międzynarodowej.
4. Uwierzytelnione wersje Porozumienia, których treść w językach francuskim, niemieckim, holenderskim i polskim ma jednolitą moc obowiązującą, złożone są przy Sekretarzu Generalnym CKŻR oraz w Ministerstwie Infrastruktury Rzeczypospolitej Polskiej.

Strasburg, dnia 8 grudnia 2010 r.



Jean-Marie WOEHRLING  
Sekretarz Generalny  
Centralnej Komisji Żeglugi na Renie



Marek CHMIELEWSKI  
Zastępca Dyrektora  
Departamentu Bezpieczeństwa Żeglugi  
Ministerstwo Infrastruktury  
Rzeczpospolita Polska